**Communiqué de Presse après la réunion avec le Président Nkurunziza
Le 3 Octobre 2011**

**Par Maria Otero
Sous Secrétaire d'Etat Chargé de la Démocratie et des Affaires Globales**

Merci pour votre accueil très chaleureux.

Je suis heureux d'être au Burundi, même si c'est seulement pour une courte période. J'ai eu une réunion constructive avec le président Nkurunziza. Nous avons discuté du partenariat large et en expansion entre nos deux pays, et en particulier notre intérêt commun de s'assurer que la transformation du Burundi post-conflit est pacifique et démocratique, et que le peuple du Burundi bénéficie des « dividendes » socio-économiques de la paix qu'ils méritent tant.

Nous témoignons nos condoléances aux familles des victimes de l'incident de Gatumba le mois dernier. Nous nous joignons au peuple du Burundi pour exprimer notre préoccupation au sujet du niveau croissant de violence au Burundi, à la fois criminelle et politique. Nous saluons l'engagement du gouvernement à enquêter sur le meurtre non seulement à Gatumba, mais aussi le cas de plusieurs douzaines d'exécutions extra-judiciaires documentées au cours de la dernière année par des organisations internationales de renom. Nous demandons instamment à ce que ces enquêtes soient menées rapidement et impartialement, en conformité avec les normes internationales des droits humains, et de s'assurer que les auteurs sont traduits en justice.

Nous encourageons le gouvernement et les partis politiques non membres du Parlement à s'engager dans un dialogue national sur les questions d'importance nationale, afin d'éviter toute provocation qui pourrait encore aggraver les tensions et la violence, et de s'abstenir d'attaques de représailles. Il est important que tous les acteurs et partis politiques reconnaissent la légitimité du Parlement et du Président dûment élus travaillent ensemble pour reconstruire le Burundi.

Concernant la question spécifique ayant trait à la traite des personnes: Nul ne mérite d'être victime du trafic et de la traite. Aucune personne ne doit être victime de la traite. Personne n'a le droit de détenir quelqu'un et le forcer à travailler pour lui. La traite des personnes est un problème d'ordre mondial. Nous recommandons vivement que le gouvernement ratifie le Protocole de Palerme sur le Trafic des Personnes et de faire passer une législation anti-traite spécifique de telle sorte que chaque homme, femme et enfant soit légalement protégé, et que ceux qui s'adonnent à ce trafic soient traduits en justice.